

MANUEL PUBLICITÉ DE L'ADMINISTRATION

Frankie Schram

Enregistrez-vous sur le portail en ligne du manuel :
www.publicitedeladministration.be

Vous recevrez votre mot de passe par e-mail.

Cet ouvrage a été actualisé jusqu'au mois de avril 2015

politeia

COLOPHON

Auteur :

Frankie Schram. Professeur au « KU Leuven Instituut voor de Overheid » de la Faculté des Sciences sociales, professeur en droit administratif à la Antwerp Management School (AMS) et professeur invité à la faculté des Sciences sociales de l'Université d'Anvers. Il est membre et secrétaire de la Commission de l'accès aux documents administratifs et de la réutilisation des documents administratifs, membre et secrétaire de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, toutes deux ayant leur siège au SPF Intérieur, et membre suppléant de Vlaamse Toezichtcommissie voor het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer. Il est aussi rédacteur en chef des revues « Burger Bestuur & Beleid » et « Stuur » et de la série d'ouvrages « Bb&b ».

Copyright Politeia s.a., Brussel

Politeia s.a.,
Boulevard de l'Empereur, 34
1000 Bruxelles
Tél. 02 289 26 10
Fax. 02 289 26 19
info@politeia.be
www.politeia.be

D/2012/8132/102
ISBN 978-2-509-01319-4
ISSN 2030-2649
NUR 820

Aucune partie de cette publication ne peut être dupliquée et/ou publiée au moyen d'impression, photocopie, microfilm ou de quelque autre manière que ce soit sans autorisation écrite préalable de l'éditeur.

No part of this book may be reproduced in any form, by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

INDEX

AVANT-PROPOS

On parle partout de « Publicité de l'administration » comme si c'était déjà une réalité et pourtant...

Depuis une dizaine d'années, le législateur décréteil flamand a montré la direction à suivre. À sa suite, les autres législateurs, l'un plus vite que l'autre, ont suivi l'exemple et pour donner une base constitutionnelle à toutes ces initiatives législatives, le droit d'accès aux documents administratifs a été inscrit à l'article 32 de la Constitution. Même si les différentes législations sur la publicité se ressemblent fortement, elles présentent néanmoins des différences sur plusieurs points qui peuvent être de nature à induire le citoyen en erreur. Ce danger est d'autant plus grand que ces législations ne s'excluent pas nécessairement mutuellement, mais doivent parfois être appliquées cumulativement. Nous pensons en particulier aux motifs d'exception qui peuvent être invoqués pour limiter le droit d'accès. Il faut également tenir compte des instruments internationaux et européens qui exercent une influence non négligeable sur la législation nationale sur la publicité de l'administration. Il faut encore souligner que, outre une législation générale sur la publicité de l'administration, il existe des lois spéciales qui portent sur des matières bien déterminées et qui dérogent dans une mesure plus ou moins grande à cette législation générale sur la publicité de l'administration. Tout ceci pour dire combien est grand le besoin d'une personne disposant des connaissances et de l'expérience nécessaires pour guider le citoyen et les administrations dans le labyrinthe de la publicité de l'administration. Dans cette optique, F. Schram est le guide rêvé : non seulement il est l'auteur de plusieurs articles sur cette matière, mais il possède également une importante expérience pratique acquise au sein du secrétariat de la Commission (fédérale) d'accès aux documents administratifs, où il joue un rôle très actif ; en qualité d'expert ; il participe également à divers groupes de travail, tant sur le plan national que sur le plan international.

Le lecteur ne trouvera pas seulement dans ce manuel un guide général concis, mais complet, mais aussi tous les textes relatifs à la matière, les avis et la jurisprudence à laquelle ils ont donné lieu ainsi qu'un commentaire par article. Les personnes qui souhaiteront encore approfondir la matière pourront se plonger dans l'important florilège de littérature publié dans le manuel. L'ouvrage sera complété et actualisé de manière régulière ; il deviendra ainsi rapidement un ouvrage de référence indispensable à tous ceux qui veulent rester informés de cette matière complexe mais passionnante.

R. Andersen

Président de la Commission fédérale

d'accès aux Documents administratifs

Président du Conseil d'État

Professeur extraordinaire à l'Université Catholique de Louvain

MODE D'EMPLOI

Le manuel Publicité de l'administration est divisé en 6 grandes parties, séparées les unes des autres par un intercalaire de couleur :

- 1/le commentaire de la législation
- 2/la législation
- 3/la jurisprudence
- 4/les décisions administratives
- 5/les avis
- 6/les annexes

Le commentaire de la législation et la législation elle-même seront chaque fois traités par niveau de pouvoir.

Comment savoir où vous vous trouvez dans le manuel ?

- Les parties sont clairement séparées les unes des autres par des intercalaires différents ;
- La hauteur des « onglets » figurant en bord de page vous indique également dans quelle partie vous vous trouvez ;
- L'en-tête de la page vous indique chaque fois quel est le niveau de pouvoir abordé. La législation est ordonnée par niveau administratif et par sujet, ceux-ci étant indiqués dans le texte d'en-tête en haut de la page.

Un exemple :

Vous voulez en savoir plus sur la législation fédérale relative à la publicité de l'administration. Vous allez dans la partie législation après le premier feuillet de couleur et vous recherchez la partie consacrée à la législation fédérale sur la base de l'en-tête. Vous souhaitez également consulter le commentaire relatif à la législation fédérale. Rendez-vous alors dans la partie « Commentaire », avant le premier feuillet de couleur, et recherchez la partie du commentaire consacrée à la législation fédérale sur la base de l'en-tête.

Une pagination distincte s'applique à chaque niveau de pouvoir, c'est-à-dire que la numérotation recommence à 0 lorsque nous passons d'un niveau de pouvoir à un autre.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AB	Administratiefrechtelijke Beslissingen
<i>A.J.T.</i>	Algemeen Juridisch Tijdschrift
<i>Amén.</i>	Aménagement, environnement, urbanisme et droit foncier
<i>A.P.T.</i>	Administration Publique Trimestrielle
A.R.	Arrêté royal
<i>Arr. cass.</i>	Arresten van het Hof van cassatie
art.	article
A.S.B.L.	Association sans but lucratif
<i>Bb&b</i>	Burger, bestuur en beleid
CADA	Commission d'accès aux documents administratifs
CFR	Commission fédérale de recours pour l'accès à l'information environnementale
Cass.	Cour de Cassation
C.civ.	Code civil
C.E.	Conseil d'État
<i>C.D.P.K.</i>	Chroniques de Droit Public
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier
C.E.D.H.	Convention européenne des droits de l'homme
Cour eur. D.H.	Cour européenne des droits de l'homme
C.E.E.	Communauté économique européenne
<i>Computerr.</i>	Computerrecht
Const.	Constitution
Conv. Eur. DH	Convention européenne des droits de l'homme
<i>Cour. Fisc.</i>	Courier Fiscal
C.P.A.S.	Centre public d'aide sociale
CWEDD	Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable
<i>Doc. parl.</i>	Documents parlementaires
<i>D.R.</i>	Décisions et Rapports
éd.	éditeur
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
FBC	Federale Beroepscommissie voor de toegang tot milieu-infor- matie
F.U.S.L.	Facultés Universitaires Saint-Louis
<i>J.L.M.B.</i>	Revue de jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles
<i>J.O.C.E. n°C</i>	Journal officiel des Communautés européennes – Communi- cations et informations
<i>J.O.C.E. n°L</i>	Journal officiel des Communautés européennes – Législation

<i>Journ. proc.</i>	Journal des procès
<i>J.T.</i>	Journal des Tribunaux
<i>J.T.D.E.</i>	Journal des tribunaux – Droit européen
<i>Jura Falc.</i>	Jura Falconis
K.U.Leuven	Katholieke Universiteit Leuven
L.P.	Loi provinciale
<i>M.B.</i>	Moniteur belge
<i>M.E.R.</i>	Milieu- en Energierecht
MPRA	Munich Personal RePEc Archive
NJB	Nederlands Juristenblad
NJCM-Bulletin	Nederlands Juristen Comité voor de Mensenrechten-Bulletin
<i>N.J.W.</i>	Nieuw Juridisch Weekblad
N. L. Comm.	Nouvelle loi communale
<i>o.c.</i>	opera citato
ONG	Organisation non gouvernementale
Parl. Comm. fr.	Parlement de la Communauté française
Parl. fl.	Parlement flamand
Parl. Rég. Brux.-Cap.	Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Parl. w.	Parlement de la Région wallonne
P. & B.	Tijdschrift voor Procesrecht en Bewijsrecht
<i>Public. Cour eur. D.H.</i>	Publications de la Cour européenne des droits de l'homme
<i>R.A.A.C.E.</i>	Recueil des arrêts et avis du Conseil d'État (avant 1972)
<i>R.A.B.G.</i>	Rechtspraak Antwerpen Brussel Gent
<i>R.A.C.E.</i>	Recueil des arrêts du Conseil d'État (à partir de 1972)
<i>Rec. Arr. R.v.St.</i>	Recente arresten van de Raad van State
<i>Rev. b. dr. const.</i>	Revue belge de droit constitutionnel
<i>Rec. Arr. Cass.</i>	Recente Arresten van het Hof van Cassatie
<i>Rev. dr. commun.</i>	Revue de Droit communal
<i>Rev. trim. dr. h.</i>	Revue trimestrielle des droits de l'homme
<i>Rev. trim. dr. eur.</i>	Revue trimestrielle de droit européen
<i>R.W.</i>	Rechtskundig Weekblad
S.E.	Session extraordinaire
S.S.	Session spéciale
suppl.	supplément
<i>T.B.P.</i>	Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen Publiek recht
T.C.E.	Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne
<i>T.F.R.</i>	Tijdschrift voor fiscaal recht
TFU	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
<i>T. Gem.</i>	Tijdschrift voor Gemeenterecht
<i>T.M.R.</i>	Tijdschrift voor Milieurecht
<i>T.P.R.</i>	Tijdschrift voor Privaatrecht
<i>T.R.O.S.</i>	Tijdschrift voor Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw

TUE	Traité sur l'Union européenne
U.E.	Union européenne
UNO	United Nations Organization
VLAREM	Vlaams Reglement betreffende de Milieuvergunning (Reglement flamand concernant le permis environnemental)

TABLE DES MATIÈRES

Index

Avant-propos	1
Mode d'emploi	3
Liste des abréviations	5

I. Commentaire

A. Les fondements de la publicité de l'administration

1.	Publicité de l'administration : situation en droit, dans un contexte administratif et politique	2
1.1	La publicité : longtemps absente de l'administration	2
1.2	Formes de publicité	5
1.3	La publicité de l'administration en tant qu'élément d'un droit de communication plus large ?	7
1.4	La publicité en tant que concept juridique	8
1.5	L'introduction d'une législation générale sur la publicité en droit belge	13
1.6	Une situation administrative	26
2.	L'ancrage constitutionnel d'un droit public d'accès à l'information et aux documents administratifs	31
2.1	Article 32 Const.	31
2.2	Article 23, 4° Const. : base indirecte d'un droit d'accès à l'information en matière d'environnement	41
3.	Caractéristiques communes de la législation belge sur la publicité	47
3.1	Contenu du droit lié à la publicité de l'administration passive : droit de consultation, droit d'obtenir des explications, droit de recevoir une copie	47
3.2	Champ d'application matériel : document administratif – information environnementale	49
3.3	Champ d'application personnel	56

3.4	Un élargissement grâce à la publicité active, un droit de correction et l'obligation de mentionner les voies de recours	65
3.5	Un droit lié à des règles de procédure	66
3.6	Un catalogue d'exceptions	72
3.7	Un droit de principe à la communication de parties d'un document administratif qui ne sont pas touchées par un motif d'exception	76
3.8	L'interdiction de diffuser des documents administratifs à des fins commerciales	77
3.9	Une évolution vers toujours moins de transparence	78
4.	Possibilités de recours dans la législation relative à la publicité	80
4.1	Divers modèles de recours administratif	80
4.2	La procédure de recours juridictionnel	84
5.	Le rôle des médiateurs sur le plan de la législation relative à la publicité	86
6.	Bibliographie sélective	87

B. La législation fédérale sur la publicité de l'administration

1.	Situation	1
2.	Le champ d'application des lois fédérales sur la publicité	8
2.1	Le champ d'application rationae personae	8
2.2	Le champ d'application rationae materiae	19
2.3	Un document administratif spécial	27
2.4	Certains documents administratifs en possession d'une autorité administrative provinciale et communale doivent être traités sur la base d'une autre procédure	29
3.	La publicité passive dans la législation fédérale sur la publicité de l'administration	31
3.1	Que faut-il entendre par publicité passive au sens de la législation fédérale sur la publicité de l'administration ?	31
3.2	Les bénéficiaires du droit	34
3.3	Toute demande est-elle une demande au sens des lois fédérales sur la publicité de l'administration ?	34
3.4	La procédure de demande	37
3.5	Le traitement de la demande par une autorité administrative ou une instance environnementale fédérale, communale ou provinciale	42
3.6	La procédure de recours dans le cadre de la législation fédérale sur la publicité de l'administration	73
3.7	Les Commissions spécifiques dans le cadre de la législation générale	86
3.8	Possibilités de recours de tiers contre la publication de documents administratifs ou d'informations environnementales	96 ¹

3.9	L'utilisation et la diffusion de documents administratifs obtenus sur la base des deux lois fédérales sur la publicité de l'administration	96 ²
3.10	La relation avec d'autres règles de publicité	98
3.11	Droit de faire rectifier ou compléter des documents administratifs ou des informations environnementales	102
3.12	Succession de procédures	104
4.	La publicité active dans les lois fédérales sur la publicité de l'administration	104 ¹
4.1	Les obligations de publicité active dans les lois générales de publicité fédérales	104 ¹
4.2	Les obligations de publicité active dans la loi du 5 août 2006	109
5.	Les obligations spécifiques valant à l'égard des instances environnementales	114
5.1	Une norme de qualité	114
5.2	Les obligations de rapportage	114
6.	L'accès du public aux données et services géographiques	117
6.1	Le règlement en matière d'accès à l'information géographique, la loi du 5 août 2006 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et la loi Réutilisation	117
6.2	Un cadre de définitions spécifique et un champ d'application propre	118
6.2.1	Le champ d'application de la loi	118
6.2.2	Explication des notions	120
6.3	La mise à disposition du public de séries et services de données géographiques et les restrictions y afférentes	121
6.3.1	La mise à disposition du public de services par le biais d'un réseau de services	121
6.3.2	Distinction au niveau des restrictions de l'accès public en fonction de la nature des services	121
6.3.3	Restrictions matérielles de l'accès public aux données et services géographiques	124
7.	Bibliographie sélective	125

C. La législation en matière de publicité de l'administration de la Région wallonne

1.	Contexte	1
1.1	L'exécution et la concrétisation de l'article 32 de la Constitution	1
1.2	La transposition des directives européennes relative à l'accès aux informations environnementales et du 1er pilier du Traité d'Aarhus	4
2.	Le champ d'application de la réglementation en matière de publicité de l'administration de la Région wallonne	6
2.1	Le champ d'application personnel	6
2.2	Le champ d'application matériel	18
2.3	Un type spécial de document administratif	29

2.4	L'information environnementale dans des documents administratifs détenus par une autorité administrative provinciale ou communale wallonne ou par une intercommunale wallonne doit être traitée sur la base d'une autre procédure	31
3.	La publicité passive dans la législation en matière de publicité de l'administration de la Région wallonne	32
3.1	Que faut-il entendre par publicité passive de l'administration au sens de la réglementation en matière de publicité de l'administration de la Région wallonne ?	32
3.2	Le bénéficiaire du droit	33
3.3	Chaque demande est-elle une demande au sens de la réglementation de la Région wallonne en matière de publicité de l'administration ?	34
3.4	La procédure de demande	36
3.5	Le traitement de la demande par une autorité administrative ou une autorité publique provinciale ou communale wallonne	41
3.6	La procédure de recours dans le cadre de la réglementation wallonne en matière de publicité	77
3.7	Les commissions spécifiques dans le cadre de la réglementation en matière de publicité de l'administration	89
3.8	Les possibilités de recours des tiers contre la publicité de documents administratifs ou d'informations en matière d'environnement	93
3.9	L'utilisation et la diffusion de documents administratifs ou d'informations en matière d'environnement obtenues en vertu des deux lois fédérales relatives à la publicité de l'administration	94
3.10	La relation avec d'autres règles en matière de publicité de l'administration	96
3.11	Le droit à la rectification ou à la complémentation de documents administratifs ou d'informations environnementales	101
4.	La publicité active dans la réglementation wallonne en matière de publicité	104
4.1	Les obligations de publicité active dans les réglementations générales wallonnes en matière de publicité de l'administration	104
4.2	Les obligations de publicité active dans le Livre Ier du Code de l'Environnement	111

D. La législation en matière de publicité de l'administration de la Communauté française*

E. La législation en matière de publicité de l'administration de la Communauté allemande*

F. La législation en matière de publicité de l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale

1.	Introduction	1
1.1	La Région de Bruxelles-Capitale	1

1.2	Les commissions communautaires	5
1.3	L'applicabilité d'autres réglementations sur la publicité de l'administration	6
2.	La réglementation spécifique au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale concernant le droit à l'accès à l'information relative à l'environnement	7
2.1	Situation	7
2.2	Un objectif	7
2.3	L'accès passif à l'information relative à l'environnement	8
2.4	La compilation et la diffusion des informations environnementales	21
3.	La réglementation générale sur la publicité de l'administration spécifique au territoire de la Région de Bruxelles-Capitale	26
3.1	Le champ d'application ratione personae des deux ordonnances et du décret	26
3.2	La publicité passive de l'administration	29

3.3	Un droit de correction des données qui concernent le demandeur lui-même	41
3.4	La publicité active de l'administration	42
4.	La réglementation générale sur la publicité applicable aux communes situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale	45
4.1	Le champ d'application ratione personae de la loi du 12 novembre 1997	45
4.2	Le champ d'application matériel	50
4.3	La publicité passive selon la loi du 12 novembre 1997	56
4.4	La procédure de recours dans le cadre de la législation fédérale sur la publicité de l'administration	66
4.5	Le droit à la rectification ou à la complémentation de documents administratifs	73
4.6	La publicité active de l'administration dans la loi du 12 novembre 1997	74
5.	La relation entre les réglementations sur la publicité de l'administration spécifiques au territoire de la Région de Bruxelles- Capitale	78
5.1	Règles présentes dans la réglementation générale sur la publicité de l'administration	78
5.2	Règles présentes dans l'ordonnance sur l'accès à l'information relative à l'environnement	80

G. La législation en matière de publicité de l'administration de la Communauté et de la Région flamande*

H. La législation en matière de publicité de l'administration applicable aux Institutions européennes

1.	L'évolution de la publicité des documents administratifs au sein de l'Union européenne	2
1.1	De la déclaration de principe au Code de conduite et aux règles internes des institutions	2
1.2	Reconnaissance conventionnelle du droit d'accès aux documents des institutions par le Traité d'Amsterdam	4
1.3	Une tentative de constitutionnalisation du droit d'accès aux documents des institutions de l'Union en tant que droit fondamental	11
2.	Publicité des documents du Conseil, de la Commission et du Parlement européen : règlement 1049/2001	13
2.1	La structure du règlement 1049/2001	13
2.2	Les principes généraux à la base du règlement	13
2.3	La relation du règlement avec d'autres réglementations en matière de publicité	14
2.4	Le champ d'application du règlement	15
2.5	Les bénéficiaires du droit d'accès aux documents	19
2.6	La procédure d'accès aux documents des institutions en vertu du règlement 1049/2001/CE	21
2.7	Les motifs d'exception	30

2.8	Les voies de recours	39
2.9	Le rôle spécial des registres	40
2.10	Les documents des institutions dans les États membres	42
2.11	Compatibilité des règles d'accès spécifiques avec le régime général du règlement	43
2.12	Publication au Journal officiel	44
2.13	L'utilisation, la reproduction et l'exploitation de documents	45
2.14	Coopération interinstitutionnelle	46
2.15	Conclusion	46
3.	Publicité de documents d'autres institutions et organes	48

I. La législation en matière de publicité de l'administration au niveau international*

J. Vie privée, données à caractère personnel et publicité de l'administration

	Introduction	1
	La problématique	1
	Un principe essentiel	2
1.	La protection des données à caractère personnel et de la vie privée dans la législation sur la publicité	3
1.1	La condition de justifier d'un intérêt en tant que motif de recevabilité pour les « documents à caractère personnel »	4
1.2	Le motif d'exception qui s'applique lorsque la publicité porte atteinte à la vie privée	10
1.3	Le motif d'exception applicable en raison d'une disposition en matière d'obligation de secret présente dans une autre règle de droit	20
1.4	Le motif d'exception applicable en ce qui concerne l'identité de la personne qui a communiqué un fait punissable ou supposé tel à l'autorité administrative	23
1.5	Le motif d'exception qui protège des faits, avis ou opinions communiqués librement et à titre confidentiel à l'autorité	24
1.6	Un constat : toutes les données à caractère personnel ne relèvent pas de ces exceptions	26
1.7	Le caractère absolu des motifs d'exception de l'article 6, § 2, 1° et 2°	27
1.8	Tous les motifs d'exception requièrent une appréciation concrète	31
2.	La relation entre la LTDCP et la législation sur la publicité	32
2.1	La genèse des deux législations	32
2.2	Condition pour l'existence d'un concours entre deux législations	33
2.3	La doctrine prioritaire	46
2.4	Vers une dissolution de la doctrine prioritaire	55
3.	Le droit d'accès aux documents administratifs dans les différentes réglementations en matière de publicité confronté à la LTDCP	63
3.1	Introduction	63
3.2	L'admissibilité du traitement de données à caractère personnel	65

3.3	Exigences relatives au traitement de données à caractère personnel	67
4.	Observations finales sur la relation entre les réglementations générales en matière de publicité et la LTDCP	79
4.1	Observations récapitulatives	79
4.2	Quelques observations spécifiques sur la pratique d'avis concernant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration	81
4.3	Vers une coordination des procédures d'obtention d'accès existantes ?	82

II. Législation

A. Législation fédérale

1. Motivation formelle

Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs	1
---	---

2. Chartes des utilisateurs des services publics

Circulaire n° 360 du 28 avril 1992 – Augmenter la transparence et l'accessibilité de l'administration	1
Charte du 4 décembre 1992 de l'utilisateur des services publics	5
Circulaire n° 370 du 12 janvier 1993 – Charte de l'utilisateur des services publics	19
Circulaire n° 404 du 8 décembre 1994 – Exécution de la Charte de l'utilisateur des Services publics (Moniteur belge du 22 janvier 1993) – Droit d'expression des agents de l'État	23
Charte pour une administration à l'écoute des usagers	29

3. Publicité des documents administratifs

Loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration	1
Arrêté royal du 23 juin 1994 fixant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration	7
Arrêté royal du 29 avril 2008 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs	9

Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration. – règlement interne	19
Arrêté royal du 19 juillet 2001 portant exécution de l'article 2, 1°, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration	21
Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes	23
Arrêté royal du 22 mars 1999 portant les nominations à la Commission d'accès aux documents administratifs	29
Arrêté royal du 17 août 2007 – fixant le montant de la rétribution due pour la réception d'une copie d'un document administratif ou d'un document qui contient des informations environnementales	31
Arrêté ministériel du 1 ^{er} octobre 2006 – portant délégation de la compétence de rejeter une demande de consultation ou de communication sous forme de copie d'un document administratif en possession du Service public fédéral intérieur	33
Loi du 21 décembre 2013 visant à renforcer la transparence, l'indépendance et la crédibilité des décisions prises et avis rendus dans le domaine de la santé publique, de l'assurance-maladie, de la sécurité de la chaîne alimentaire et de l'environnement	34 ¹
Arrêté royal du 3 avril 2013 – portant nomination des membres de la Commission de l'accès aux et de réutilisation des documents administratifs	35
Arrêté royal du 21 décembre 2013 portant remplacement des membres effectifs de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs	39

4. Droit d'accès à l'information environnementale

Loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement	1
Arrêté royal du 20 décembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales	15
Règlement interne de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales	21
Arrêté royal du 28 septembre 2007 relatif aux modalités d'élaboration du rapport fédéral en matière d'environnement	25
Arrêté royal du 14 mai 2012 portant nomination des membres de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales	29

5. Droit d'accès relatif à l'information géographique*

Loi du 15 décembre 2011 transposant la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (inspire)	1
--	---

6. Législation concernant les archives

Loi du 24 juin 1955 relative aux archives	1
Arrêté royal portant exécution des articles 1 ^{er} , 5 et 6bis de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives	3
Arrêté royal portant exécution des articles 5 et 6 de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives	11

7. Droit de parole du fonctionnaire au sein des droits et devoirs statutaires

Arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'état (extrait)	1
Circulaire n° 573 du 17 août 2007 relative au cadre déontologique des agents de la fonction publique administrative fédérale	7

B. Législation de la Région wallonne

1. Motivation formelle

Circulaire ministérielle du 4 mai 1992 relative à la motivation formelle des actes administratifs	1
---	---

2. Publicité des documents administratifs

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration	1
Arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 fixant les modèles de documents à utiliser et le montant de la rétribution à réclamer en exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration	7
Arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs	23
Circulaire relative à la publicité active et passive de l'administration	27
Arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2011 portant nomination des membres de la Commission d'accès aux documents administratifs	45
Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation	49
Arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'accès aux documents administratifs	65

3. Droit d'accès à l'information environnementale

Décret du 27 mai 2004 concernant le Livre I ^{er} du Code de l'Environnement	1
Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 modifiant le Livre I ^{er} du Code de l'environnement, fixant les modalités du droit d'accès à l'information en matière d'environnement	15
Arrêté du Gouvernement wallon du 1 ^{er} juillet 2011 portant nomination des membres de la Commission de recours instituée en exécution du Livre I ^{er} du Code de l'environnement concernant le droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement	27
Arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1 ^{er} juillet 2011 portant nomination des membres de la Commission de recours instituée en exécution du Livre I ^{er} du Code de l'environnement concernant le droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement	29
Arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de recours instituée en vertu du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement	31

4. Droit d'accès relatif à l'information géographique

Décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne	1
Décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la communauté française	15

5. Législation concernant les archives

Décret du 6 décembre 2001 relatif aux archives publiques	1
--	---

6. Droit de parole du fonctionnaire au sein des droits et devoirs statutaires*

C. Législation de la Communauté française

1. Motivation formelle*

2. Publicité des documents administratifs

Décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	1
---	---

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1994 pris en application de l'article 14 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	7
Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	9
Circulaire n° 18 de Mme la Ministre- Présidente du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1995	15
Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2001 portant désignation des membres de la Commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Communauté française	19

D. Législation de la Communauté germanophone

1. Motivation formelle*

2. Publicité des documents administratifs

Dekret vom 16. Oktober 1995 der Rat der Deutschsprachige Gemeinschaft über die Öffentlichkeit von Verwaltungsdokumenten	1
Décret du 16 octobre 1995 relatif à la publicité des documents administratifs (traduction)	5
Erlaß der Regierung der Deutschsprachige Gemeinschaft vom 25. Oktober 1995 zur Ausführung des Dekretes vom 16. Oktober 1995 über die Öffentlichkeit von Verwaltungsdokumenten	9
Arrêté du 25 octobre 1995 du Gouvernement portant exécution du décret du 16 octobre 1995 relatif à la publicité des documents administratifs (traduction)	11

E. Législation de la Région de Bruxelles-Capitale

1. Publicité des documents administratifs

Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes (telle que d'application aux communes situées dans la région de bruxelles-capitale)	1
Ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité de l'administration	2 ⁵
Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 réglant la composition et le fonctionnement de la Commission régionale d'accès aux documents administratifs.	9

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2013 désignant les membres de la Commission régionale pour l'accès aux documents administratifs de la Région de Bruxelles- Capitale	13
Ordonnance de 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois	15
Arrêté du 6 mars 2008 exécutant les articles 4, §§ 1 ^{er} à 3 et 8 de l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois	23
Circulaire du 23 mars 2006 concernant l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois – Application dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale	27

2. Législation de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale

Décret du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration	1
Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1997 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration	7
Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 26 mars 1998 portant désignation des membres de la Commission d'accès aux documents administratifs instituée par le décret de la Commission communautaire française du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration	13

3. Législation de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

Ordonnance du 26 juin 1997 relative à la publication de l'administration	1
Arrêté du Collège réuni du 6 juillet 2000 réglant la composition et le fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs visée dans l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 26 juin 1997 relative à la publicité de l'administration	9

4. Droit d'accès à l'information environnementale

Ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale	1
Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013 exécutant l'article 15 de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale	13

5. Droit d'accès à l'information géographique

Ordonnance du 28 octobre 2010 relative à l'information géographique en Région de Bruxelles-Capitale 1

6. Législation concernant des archives

Ordonnance du 19 mars 2009 relative aux archives de la Région de Bruxelles-Capitale 1

7. Droit de parole du fonctionnaire au sein des droits et devoirs statutaires*

F. Législation de la Communauté et de la Région flamande*

1. Motivation formelle*

2. Chartes des utilisateurs des services publics*

3. Publicité des documents administratifs*

4. Droit d'accès à l'information environnementale*

5. Droit d'accès relatif à l'information géographique*

6. Législation concernant des archives*

7. Droit de parole du fonctionnaire au sein des droits et devoirs statutaires*

G. Législation européenne

1. Motivation formelle*

2. Chartes des utilisateurs des services publics*

3. Droit d'accès aux documents des institutions européennes

Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne (2007/C 303/01)	1
Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne	2 ¹
Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission	2 ³
Décision du Conseil du 29 novembre 2001 modifiant le règlement intérieur du Conseil (2001/840CE)	11
Décision de la Commission du 5 décembre 2001 modifiant son règlement intérieur	17
Règlement (CE) 2240/2004 du Parlement européen et du conseil	25
Décision du Bureau du 28 novembre 2001 concernant la réglementation concernant l'accès du public aux documents du Parlement européen	41
Décision du Comité économique et social du 1 ^{er} juillet 2003 relative à l'accès du public aux documents du Comité économique et social européen (2003/603/EC)	53

Décision n° 64/2003 du Comité des régions du 11 février 2003 relative à l'accès du public aux documents du Comité des régions	61
Règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1 ^{er} février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique	67
Banque européenne d'investissement : Règles relatives aux archives historiques (2005/C 289/07)	71

4. Droit d'accès à l'information environnementale*

5. Droit d'accès relatif à l'information géographique*

6. Législation concernant les archives*

H. Législation internationale*

1. Droit d'accès aux documents*

2. Droit d'accès à l'information environnementale*

I. Législation bilatérale*

1. Gestion nautique commune dans le bassin de l'Escaut*

III. Jurisprudence

A. Jurisprudence de la Cour Constitutionnelle

Arrêt n° 169/2013 du 19 décembre 2013	1
---------------------------------------	---

B. Jurisprudence du Conseil d'État

Arrêt dans l'affaire NIRAS/Commission fédérale de recours pour l'accès aux documents administrations (n° 192.371, 14 avril 2009)	1
Arrêt n° 208.335 du 21 octobre 2010	13
Arrêt n° 209.086 du 23 novembre 2010	19
Arrêt n° 213.770 du 9 juin 2011, modifié par l'arrêt n° 214.362 du 30 juin 2011	31
Arrêt n° 214.101 du 23 juin 2011	49
Arrêt n° 215.115 du 13 septembre 2011	61
Arrêt n° 215.506 du 3 octobre 2011	81

Arrêt n° 216 852 du 15 décembre 2011	99
Arrêt n° 217.421 du 23 janvier 2012	111
Arrêt n° 218.666 du 27 mars 2012	118 ¹
Arrêt n° 218.680 du 27 mars 2012	119
Arrêt n° 219.579 du 31 mai 2012	129
Arrêt n° 189.864 du 28 janvier 2009	145
Arrêt n° 202.966 du 15 avril 2010	153
Arrêt n° 219.357 du 15 mai 2012 dans l'affaire A. 203.784/IX-7561	161
Arrêt n° 221.961 de 10 janvier 2013 dans l'affaire A 202.464/VII-38.301	173
Arrêt n° 224.037 du 25 juin 2013 dans l'affaire A. 199.586/IX-7096	185
Arrêt n° 225.505 du 18 novembre 2013 dans l'affaire A. 207.112/IX-7874	207
Arrêt n° 226.977 du 31 mars 2014 dans l'affaire A. 211.970/VII-39.075	213

C. Jurisprudence des tribunaux et des cours*

D. Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme*

EHRM, Case of youth initiative for human rights V. Serbia du 25 juin 2013	1
---	---

E. Jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne*

IV. Décisions administratives

A. Décisions de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales

Décision n° 2009-1 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur un refus de donner accès aux informations environnementales (16 février 2009)	1
Décision n° 2009-2 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur un refus de donner accès aux informations environnementales (9 mars 2009)	5
Décision n° 2009-3 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur un refus de donner accès aux informations environnementales (9 mars 2009)	13

Décision n° 2009-4 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur un refus partiel d'accès à un contrat GIS (11 mai 2009)	17
Décision n° 2009-5 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur le refus de publier des rapports relatifs à des infections nosocomiales (15 octobre 2009)	23
Décision n° 2010-1 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur un refus de donner des copies de demandes d'autorisation spéciale, et des autorisations spéciales et comptes rendus d'accidents et d'incidents concernant le transport de marchandises dangereuses par air (27 septembre 2010)	35
Décision n° 2011-1 sur un refus de délivrer des copies de la correspondance entretenue entre l'AFSCA et le Ministère néerlandais de l'Economie, de l'Agriculture et de l'Innovation (14 juin 2011)	43
Décision n° 2012-1 concernant le refus d'accorder l'accès aux documents détenus par les pompiers de Hasselt en ce qui concerne Pukkelpop (2 juillet 2012)	57
Décision n° 2012-2 concernant le refus d'accorder l'accès à des documents relatifs aux implants PIP sur le marché belge (2 juillet 2012)	65
Décision n° 2012-3 concernant le refus d'accorder l'accès à des données de mesure relatives à un passage à niveau (2 juillet 2012)	71
Décision n° 2012-4 concernant le refus d'accorder l'accès à des documents relatifs aux implants PIP sur le marché belge (10 septembre 2012)	79
Décision n° 2012-5 sur le refus d'accorder l'accès à une copie de la licence de transit à travers la Belgique de combustibles nucléaires irradiés des Pays-Bas vers la France (10 septembre 2012)	85
Décision n° 2012-6 sur l'absence de réaction en temps opportun à une demande de publicité de plans d'urgence et d'intervention provinciaux et des plans d'urgence internes de l'exploitant des centrales nucléaires (9 octobre 2012)	91
Décision n° 2012-7 sur le refus d'accorder l'accès à une copie de la licence de transport à travers la Belgique de combustibles nucléaires irradiés des Pays-Bas vers la France (15 octobre 2012)	109
Décision n° 2012-8 sur le refus d'accorder l'accès à l'information détenue par la douane concernant l'importation de bois tropical en Belgique (15 octobre 2012)	117
Décision n° 2012-9 sur le refus d'accorder l'accès à des informations relatives à des laboratoires et des établissements d'élevage qui font de l'expérimentation animale (15 octobre 2012)	123

B. Décisions de la Commission de recours pour l'accès à l'information environnementale de la Région wallonne*

C. Décisions de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région Bruxelles-Capitale*

V. AVIS

A. Avis de la Commission d'accès aux documents administratifs / Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration

1. Avis de la Commission d'accès aux documents administratifs (1998-2008)

CADA/94/06 – Séance du 26 septembre 1994	1
CTB/94/7 – Assemblée du 26 septembre 1994	3
CADA/94/12 – Séance du 21 novembre 1994	5

2. Avis de la Commission d'accès et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration

Avis n° 2013-1 sur le refus d'accorder l'accès à une éventuelle décision relative à une plainte pour confusion d'intérêts (14 janvier 2013)	561
Avis n° 2013-3 sur le refus d'accorder l'accès au document descriptif relatif au dialogue compétitif de la première phase du projet neo (14 janvier 2013)	571
Avis n° 2013-4 sur le refus d'accorder l'accès à un dossier pénitentiaire (14 janvier 2013)	577
Avis n° 2013-5 sur le refus de donner accès à un grand nombre de documents d'une intercommunale (14 janvier 2013)	579
Avis n° 2013-8 sur le refus d'accorder l'accès aux avis généraux sur les autres candidats-huissiers de justice (14 janvier 2013)	585
Avis n° 2013-11 sur le refus d'accorder l'accès à un document réglant un transfert (3 juin 2013)	595
Avis n° 2013-13 sur le refus de donner accès à des documents relatifs à une sélection (3 juin 2013)	599

Avis n° 2013-14 sur le refus d'accorder l'accès aux e-mails envoyés par le directeur de la prison à l'administration centrale du spf justice (3 juin 2013)	605
Avis n° 2013-15 sur l'application de la loi du 11 avril 1994 au comité d'audit de l'administration fédérale (8 juillet 2013)	609
Avis n° 2013-19 sur le refus de donner accès à des copies des décisions (8 juillet 2013)	619
Avis n° 2013-20 sur des documents relatifs à des plaintes concernant des appareils de chirurgie assistée par robot (8 juillet 2013)	625
Avis n° 2013-21 sur l'application de la loi du 11 avril 1994 au service d'information et de recherche sociale (8 juillet 2013)	629
Avis n° 2013-25 sur le refus de donner accès aux constatations de l'inspection du travail (29 juillet 2013)	639
Avis n° 2013-26 sur le refus de donner accès au procès-verbal de la délibération du comité de direction et d'une note sur la demande de prolongement de l'indemnité de retour (29 juillet 2013)	643
Avis n° 2013-27 sur le refus de donner accès au dossier fiscal complet (29 juillet 2013)	647
Avis n° 2013-28 sur le refus de donner accès à une copie d'un rapport rédigé par le sippt (29 juillet 2013)	651
Avis n°2013-33 sur des documents en rapport avec l'octroi d'un crédit pour des travaux de dragage en russie (2 septembre 2013)	653
Avis n° 2013-36 sur le refus de donner accès aux documents internes (2 septembre 2013)	673
Avis n°2013-37 sur des documents relatifs à la préparation d'un règlement pour les paramoteurs (2 septembre 2013)	677
Avis n° 2013-38 sur des documents qui sont à la base de la réglementation sur les marchés publics (2 septembre 2013)	683
Avis n° 2013-44 sur le refus de donner accès aux documents concernant une police d'assurance (2 septembre 2013)	687
Avis n°2013-46 sur l'accès aux procès-verbaux du sirs (30 septembre 2013)	691
Avis n° 2013-47 sur le refus de donner accès au dossier fiscal (30 septembre 2013)	697
Avis n°2013-48 sur l'accès aux rapports d'audit détenus par l'autorité des services et marchés financiers (30 septembre 2013)	701

Avis n°2013-50 sur l'accès aux rapports d'inspection de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale sur l'intervention des services de police dans les rapatriements forcés de migrants sans papiers (30 septembre 2013)	707
Avis n°2013-51 sur l'accès à un rapport scientifique concernant les contraintes physiques subies par les facteurs (30 septembre 2013)	711
Avis n°2013-55 sur le refus de donner accès au dossier complet d'une demande de fermeture provisoire d'une pharmacie (2 décembre 2013)	713
Avis n° 2014-3 sur le refus d'accorder l'accès à tous les documents concernant une fusion annoncée de deux zones de police (6 janvier 2014)	721
Avis n° 2014-8 sur une question concernant l'application de la loi du 11 avril 1994 sur l'office de contrôle des mutualités (6 janvier 2014)	724 ¹
Avis n°2014-9 concernant le refus d'accorder l'accès à un dossier fiscal (6 janvier 2014)	725
Avis n° 2014-10 sur le refus d'accorder un accès au dossier d'enquête administrative relative à des fonctionnaires de police (6 janvier 2014)	729
Avis n° 2014-13 sur le refus d'accorder l'accès d'une attestation délivrées par les autorités slovaques (6 janvier 2014)	735
Avis n° 2014-14 sur le refus d'accorder l'accès aux calculs et comparaisons qui ont conduits à une estimation dans un rapport d'expertise (3 février 2014)	737
Avis n° 2014-22 sur le refus d'accorder l'accès aux documents en possession du service ombudsman des assurances (3 mars 2014)	741
Avis n° 2014-24 sur le refus de donner accès aux noms et titres/fonctions des personnes présentes à une réunion (3 mars 2014)	743
Avis n° 2014-25 sur l'application de la loi du 12 novembre 1997 dans un cas concret (3 mars 2014)	751
Avis n° 2014-26 sur le refus implicite d'accorder l'accès au « dossier de grâce technique » (3 mars 2014)	753
Avis n° 2014-27 sur le refus d'accorder l'accès à un rapport du creg (31 mars 2014)	757
Avis n° 2014-28 sur le refus d'accorder l'accès à un rapport administratif (31 mars 2014)	761
Avis n° 2014-29 sur le refus d'accorder l'accès aux dossiers d'une mutualité (31 mars 2014)	762 ¹
Avis n° 2014-32 sur le refus implicite de donner accès à des documents en possession d'un bureau d'avocats (31 mars 2014)	763
Avis n° 2014-34 sur l'application de la loi fédérale sur les rapports d'audit et procès-verbaux (5 mai 2014)	765

Avis n° 2014-36 sur le refus implicite de donner accès à des documents en la possession d'un bureau d'avocats (5 mai 2014)	769
Avis n° 2014-38 concernant les documents relatifs à une procédure de concertation (5 mai 2014)	771
Avis n° 2014-39 concernant une question relative à l'application de la législation en matière de publicité de l'administration (5 mai 2014)	775
Avis n° 2014-41 concernant une demande d'éclaircissement sur l'application de la législation en matière de publicité sur des rapports d'inspection du spp intégration sociale (2 juin 2014)	779
Avis n° 2014-43 concernant un refus de divulguer une correspondance (2 juin 2014)	785
Avis n° 2014-44 concernant un refus de communiquer certains documents d'un dossier fiscal (2 juin 2014)	793
Avis n° 2014-45 concernant le refus de communiquer les rapports de l'inspection générale de la police fédérale et locale (2 juin 2014)	797
Avis n° 2014-48 sur le refus implicite de donner des réponses sur certaines questions (2 juin 2014)	801
Avis n° 2014-50 sur le refus de donner accès à des documents relatifs à une instruction fiscale (2 juin 2014)	803
Avis n° 2014-53 sur le refus de donner accès à la correspondance échangée (30 juin 2014)	807
Avis n° 2014-54 sur le refus de divulguer des documents relatifs à une procédure de promotion (30 juin 2014)	809
Avis n° 2014-56 sur le refus de divulguer un accord de protocole pour compagnies aériennes (30 juin 2014)	813
Avis n° 2014-57 sur le refus de divulguer les questions d'examen antérieurs (30 juin 2014)	817
Avis n° 2014-60 sur le refus implicite de donner accès à une instruction fiscale (28 juillet 2014)	819
Avis n° 2014-61 sur le refus de donner accès à un rôle original (28 juillet 2014)	821
Avis n° 2014-64 sur refus implicite de répondre à des questions (28 juillet 2014)	825
Avis n° 2014-66 sur le refus implicite de donner accès aux informations statistiques sur l'utilisation des animaux dans les expériences 2013 (28 juillet 2014)	827
Avis n° 2014-70 sur le refus implicite de donner accès à un grand nombre de documents relatifs au fonctionnement de l'ordre des Médecins vétérinaires (1 ^{er} septembre 2014)	829

Avis n° 2014-72 sur le refus de donner accès à un dossier d'achat (1 ^{er} septembre 2014)	839
Avis n° 2014-76 sur le refus de donner accès à une instruction de recouvrement (29 septembre 2014)	841
Avis n° 2014-77 sur la proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration (<i>doc. parl.</i> chambre des représentants, doc 54 0061/001) (29 septembre 2014)	843

B. Avis de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales

Avis n° 2009-1 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, sur l'obligation de donner des explications sur des informations environnementales (16 février 2009)	1
Avis nr. 2010-1 de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales Application of Directive 2003/4/EC on public access to environmental information on the federal level in Belgium	5

C. Avis de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne*

Avis n° 38 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (14 mai 2012)	1
Avis n° 39 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (14 mai 2012)	3
Avis n° 40 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (14 mai 2012)	7
Avis n° 43 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (20 août 2012)	11
Avis n° 45 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (1 ^{er} octobre 2012)	15
Avis n° 46 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (24 octobre 2012)	19
Avis n° 48 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (24 octobre 2012)	21
Avis n° 49 de la Commission d'accès aux documents administratifs de la Région wallonne (12 novembre 2012)	25

**D. Avis de la Commission d'accès aux documents administratifs
de la Communauté française***

**E. Avis de la Commission d'accès aux documents administratifs
de la Région Bruxelles-Capitale***

VI. Annexes*

Les parties indiquées d'un * seront ajoutées ultérieurement lors des mises à jour.
--

(RÉ)UTILISATION DES INFORMATIONS DU SECTEUR PUBLIC

Frankie Schram

Enregistrez-vous sur le portail en ligne du manuel :

www.reutilisationdesinformations.be

Vous recevrez votre mot de passe par e-mail.

Cet ouvrage a été actualisé jusqu'à mise à jour 17, mai 2015

politeia

COLOPHON

Auteur:

Frankie Schram

Frankie Schram est professeur au « KU Leuven Instituut voor de Overheid » de la Faculté des Sciences sociales et professeur en droit administratif à Antwerp Management School et professeur invité à la faculté des Sciences politiques et sociales de l'Université d'Anvers. Il est membre et secrétaire de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs et de la Commission fédérale de recours pour l'accès aux informations environnementales, membre suppléant de la Vlaamse Toezichtcommissie voor het bestuurlijke elektronische gegevensverkeer, rédacteur en chef des revues « Burger, Bestuur & Beleid » et « Stuur » et rédacteur en chef de la série Bb&b.

Copyright Politeia s.a., Bruxelles

Politeia s.a.,
Boulevard de l'Empereur 34
1000 Bruxelles
Tél. 02 289 26 10
Fax. 02 289 26 19
info@politeia.be
www.politeia.be

D/2012/8132/108
ISBN 978-2-509-01325-5
ISSN 2294-1312
NUR 820

Aucune partie de cette publication ne peut être dupliquée et/ou publiée au moyen d'impression, photocopie, microfilm ou de quelque autre manière que ce soit sans autorisation écrite préalable de l'éditeur.

INDEX

AVANT-PROPOS

Notre but initial était de traiter la problématique de l'utilisation et de la réutilisation des informations du secteur public dans le manuel *Publicité de l'administration* existant. Le développement d'un cadre juridique totalement distinct concernant la réutilisation des informations du secteur public, principalement sous l'influence de règles de droit européennes et écrit sous un tout autre angle, requerrait toutefois un traitement à part. C'est pourquoi nous avons opté pour la rédaction d'un nouveau manuel. Ce livre ne se limite pas aux législations sur la réutilisation des informations du secteur public, mais traite aussi des législations qui règlent l'usage de certaines informations. Cet ouvrage contient plusieurs chapitres importants: un commentaire sur la réglementation relative à l'utilisation/la réutilisation des informations du secteur public, la réglementation proprement dite ainsi qu'un certain nombre d'avis et de décisions administratives et juridictionnelles. La structure se rattache donc en grande partie à celle du manuel *Publicité de l'administration*, mais la partie commentaire du manuel *Réutilisation* a été développée de manière thématique. Chaque thème fait généralement l'objet d'une subdivision par niveau administratif.

Ce manuel a pour but, outre d'être un guide pratique, de traiter de manière réfléchie les nombreuses règles de droit relatives à la réutilisation des informations du secteur public.

Frankie Schram

LISTE D'ABRÉVIATIONS

A.R.	Arrêté royal
art.	article
Cass.	Cour de cassation
CEE	Communauté Économique Européenne
CE	Communautés européennes
C.E.	Conseil d'État
C.J.C.E.	Cour de justice des Communautés Européennes
C.J.U.E.	Cour de justice de l'Union européenne
<i>Computerr.</i>	Computerrecht
Const.	Constitution
<i>Doc. parl.</i>	Documents parlementaires
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
<i>Gaz. Pal.</i>	Gazette du Palais
<i>ibidem</i>	dans le même ouvrage ou même passage
<i>JO.C.E.</i> , n°L	Journal officiel des Communautés européennes – Législation
<i>M.B.</i>	Moniteur belge
<i>N.J.B.</i>	Nederlands Juristenblad
<i>o.c.</i>	opera citato
p.	page
pp.	pages
Parl. Comm. fr.	Parlement de la Communauté française
Parl. Comm. germ.	Parlement de la Communauté germanophone
Parl. fl.	Parlement flamand
Parl. Rég. Brux.-Cap.	Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Parl. w.	Parlement de la Région wallonne
§	paragraphe
§§	paragrapes
<i>Pas.</i>	Pasicrisie
<i>R.D.T.I.</i>	Revue du Droit des Technologies de l'Information
<i>R.W.</i>	Rechtskundig Weekblad
<i>T.B.P.</i>	Tijdschrift voor bestuurswetenschappen en publiekrecht
<i>T. Gem.</i>	Tijdschrift voor gemeenterecht
U.E.	Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

Liste d'abréviations

I. Commentaire

A. Introduction

1. Types d'informations du secteur public	2
1.1 Critère du contenu	2
1.1.1 Information administrative	2
1.1.2 Information non administrative	3
1.2 Critère économique	3
1.3 Critère relatif à la finalité et à la destination de l'information	4
1.4 Critère relatif au degré ou au stade de traitement de l'information	4
2. Fonctions de l'information du secteur public	6
3. Modèle de transparence de l'information	7
3.1 Accessibilité de l'information du secteur public	8
3.2 Compréhensibilité de l'information du secteur public	9
4. Problématique de la réutilisation de l'information du secteur public	11

B. Réutilisation des informations du secteur public à la lumière de la directive 2003/98/CE et au niveau des institutions de l'Union européenne

1. Directive 2003/98/CE du parlement Européen et du conseil du 17 novembre 2003 concernant la (ré)utilisation des informations du secteur public

1. Genèse de la directive	1
1.1 « Guidelines for improving the synergy between the public and private sectors in the informations market »	1
1.2 Conférence de Stockholm	3
1.3 Conférence ministérielle de Bonn	4
1.4 Décision du Conseil du 20 mai 1996	4
1.5 Proposition de Livre vert en prélude au Livre vert proprement dit	5
1.6 Livre vert sur l'accès aux informations du secteur public dans la société de l'information	6

1.7	Communication de la Commission européenne « e-Europe »	8
1.8	Conférence ministérielle sur l'e-Government des 29 et 30 novembre 2001 à Bruxelles	11
1.9	D'une proposition de directive à une directive	11
2.	Le fondement juridique de la directive	13
3.	Objectifs de la directive	14
4.	Structure de la directive	17
5.	Champ d'application de la directive	18
5.1	Champ d'application matériel	18
5.2	Champ d'application personnel	20
5.3	Exclusions du champ d'application et limitations	21
6.	Principe général de la directive	25
7.	Demandes de réutilisation	26
7.1	Condition du délai	26
7.2	Décision négative	26
8.	Conditions de réutilisation de la directive	28
8.1	Conditions relatives aux formats disponibles	28
8.2	Principes de tarification	29
8.3	Principe de transparence	32
8.4	Choix des États membres d'autoriser ou non la réutilisation sans conditions ou la réutilisation par le biais de licences	33
8.4.1	Pas de nette préférence dans la directive	33
8.4.2	Contenu des licences	34
8.5	Non-discrimination et commerce équitable	35
8.5.1	Non-discrimination	35
8.5.2	Application de règles de concurrence et l'interdiction des accords d'exclusivité	36
9.	Transposition	39
10.	Entrée en vigueur	40
11.	Réexamen	40 ¹
12.	Mode de transposition	45

1bis. Directive 2003/98/CE du parlement européen et du conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public comme modifiée par la directive 2013/37/UE

1bis	Fondement juridique de la directive 2013/37/UE	1
2bis	Les objectifs de la directive 2013/37/UE en détail	2
3bis	La structure de la directive modifiée	5
4bis	Le champ d'application de la directive modifiée	5
4.1bis	Le champ d'application matériel	5
4.2bis	Le champ d'application personnel	6
4.3bis	Exclusions du champ d'application et limitations	7
5bis	Principe général de la directive	15

6 <i>bis</i>	Demandes de réutilisation	17
6.1 <i>bis</i>	Exigences applicables au traitement des demandes de réutilisation	17
6.2 <i>bis</i>	Exigence en matière de délai	17
6.3 <i>bis</i>	Décision négative	18
7 <i>bis</i>	Conditions de réutilisation imposées par la directive	20
7.1 <i>bis</i>	Conditions relatives aux formats disponibles	20
7.2 <i>bis</i>	Principes de tarification	24
	7.2.1 <i>bis</i> Dispositions dans la directive	24
	7.2.2 <i>bis</i> Orientations sur la tarification	24 ²
7.3 <i>bis</i>	Principe de transparence	24 ⁷
7.4 <i>bis</i>	Le choix des États membres d'autoriser la réutilisation sans conditions ou la réutilisation par le biais de licences	25
	7.4.1 <i>bis</i> Pas de préférence marquée dans la directive	25
	7.4.2 <i>bis</i> Le contenu des licences	26
7.5 <i>bis</i>	Non-discrimination et commerce équitable	27
	7.5.1 <i>bis</i> Non-discrimination	27
	7.5.2 <i>bis</i> Application de règles de concurrence et interdiction de contrats d'exclusivité	28
8 <i>bis</i>	Transposition	33
9 <i>bis</i>	Entrée en vigueur de la directive	34
10 <i>bis</i>	Obligation d'évaluation	35
11 <i>bis</i>	Obligation d'aide pour la Commission	36

2. Transposition de la directive 2003/98/CE en droit Belge

1.	Question de la compétence	1
2.	Transposition de la directive 2003/98/CE au niveau fédéral par la loi du 7 mars 2007	3
2.1	Domaine d'application de la loi du 7 mars 2007	3
	2.1.1 Domaine d'application personnel	3
	2.1.2 Domaine d'application matériel	4
2.2	Principe général de la réutilisation de documents administratifs	13
2.3	Conditions régissant la réutilisation	14
	2.3.1 Obligations dans le chef du réutilisateur	14
	2.3.2 Obligations et droits dans le chef des autorités publiques	14
2.4	Procédure de demande	20
	2.4.1 Demande	21
	2.4.2 Traitement de la demande de réutilisation	22

	2.4.3	Décision relative à la demande de réutilisation	23
2.5	Licence		24
	2.5.1	Préambule	25
	2.5.2	Objet de la licence	25
	2.5.3	Période	26
	2.5.4	Obligations du bénéficiaire de la licence	26
	2.5.5	Obligations de l'autorité concédante	28
	2.5.6	Modalités financières	29
	2.5.7	Cession de la licence	29
	2.5.8	Sous-traitance et intervention de tiers	30
	2.5.9	Fin de la licence	30
	2.5.10	Responsabilité	31
	2.5.11	Droit applicable et organe de recours	31
2.6	Possibilités de recours concernant la réutilisation		32
	2.6.1	Commission fédérale d'utilisation des documents administratifs	32
	2.6.2	Procédure de recours	35
2.7	Relation entre publicité et réutilisation		39
3.	Transposition, au niveau de la Communauté française, de la directive 2003/98/CE par le décret du 25 janvier 2007		41
	3.1	Options de politique à la base du décret	41
	3.2	Champ d'application	42
	3.2.1	Champ d'application personnel	42
	3.2.2	Champ d'application matériel	43
	3.2.3	Conclusion	46
	3.3	Principes généraux en matière de réutilisation de documents administratifs	47
	3.3.1	Autonomie dans le chef d'une autorité publique pour autoriser la réutilisation	47
	3.3.2	Disposition spécifique concernant la réutilisation de données à caractère personnel	48
	3.3.3	Non-discrimination et libre concurrence	50
	3.4	Procédure de demande	52
	3.4.1	Demande	52
	3.4.2	Traitement de la demande	53
	3.5	Conditions de réutilisation	56
	3.5.1	Forme de la mise à disposition	56
	3.5.2	Absence d'obligation de poursuivre la production de certains documents administratifs en vue de la réutilisation	56
	3.5.3	Possibilité limitée d'exiger des redevances	57
	3.6	Voies de recours et procédure de recours	57
	3.6.1	Organe de recours	57
	3.6.2	Procédure de recours	58

3.7	Absence d'abrogation de la disposition en matière d'utilisation et de diffusion à des fins commerciales du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	60
3.8	Absence d'entrée en vigueur	60
3.9	Conclusion	61
3.9.1	Un pas en avant ?	61
3.9.2	Lourdeur administrative et absence de transparence	61
3.9.3	Manque de précision	61
3.9.4	Transparence des redevances	62
3.9.5	Jugement définitif	62
4.	Transposition de la Directive 2003/98/CE au niveau de la Région wallonne	63
4.1	Options de politique à la base des décrets	65
4.2	Champ d'application	66
4.2.1	Champ d'application personnel	66
4.2.2	Champ d'application matériel	67
4.2.3	Conclusion	71
4.3	Principes généraux en matière de réutilisation de documents administratifs	71
4.3.1	Autonomie dans le chef d'une autorité publique pour autoriser la réutilisation	71
4.3.2	Disposition spécifique concernant la réutilisation de données à caractère personnel	72
4.3.3	Non-discrimination et libre concurrence	74
4.4	Procédure de demande	76
4.4.1	Demande	76
4.4.2	Traitement de la demande	77
4.5	Conditions de réutilisation	79
4.5.1	Forme de la mise à disposition	79
4.5.2	Délai dans lequel les documents administratifs demandés doivent être mis à disposition	80
4.5.3	Absence d'obligation de (poursuivre) la production de certains documents administratifs en vue de la réutilisation	81
4.5.4	Absence d'obligation de poursuivre la production de certains documents administratifs en vue de la réutilisation	81
4.5.5	Possibilité limitée d'exiger des redevances	81
4.6	Voies de recours et procédure de recours	82
4.6.1	Organe de recours	82
4.6.2	Procédure de recours	83
4.7	Absence d'abrogation de la disposition en matière d'utilisation et de diffusion à des fins commerciales du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	85

4.8	Entrée en vigueur	85
4.9	Conclusion	86
4.9.1	Un pas en avant ou un pas en arrière ?	86
4.9.2	Lourdeur administrative et absence de transparence	86
4.9.3	Manque de précision	86
4.9.4	Transparence des redevances	87
4.9.5	Jugement définitif	87
5.	Transposition de la Directive 2003/98/CE au niveau de la Communauté germanophone	88
5.1	Options de politique à la base des décrets	88
5.2	Champ d'application	89
5.2.1	Champ d'application personnel	89
5.2.2	Champ d'application matériel	89
5.2.3	Conclusion	93
5.3	Principes généraux en matière de réutilisation de documents	94
5.3.1	Autonomie dans le chef d'une autorité publique pour autoriser la réutilisation	94
5.3.2	Non-discrimination et libre concurrence	95
5.4	Procédure de demande	96
5.4.1	Demande	96
5.4.2	Traitement de la demande	97
5.5	Conditions de réutilisation	98
5.5.1	Forme de la mise à disposition	98
5.5.2	Délai dans lequel les documents demandés doivent être mis à disposition	98
5.5.3	Absence d'obligation de maintenir l'autorisation de réutilisation	98
5.5.4	Absence d'obligation de poursuivre la production de certains documents administratifs en vue de la réutilisation	98
5.5.5	Possibilité limitée d'exiger des redevances	99
5.6	Absence de procédure de recours administrative	99
5.7	Absence d'abrogation de la disposition en matière d'utilisation et de diffusion à des fins commerciales du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration	99
5.8	Conclusion	100
5.8.1	Un pas en avant ou en arrière ?	100
5.8.2	Lourdeur administrative et absence de transparence	100
5.8.3	Manque de précision	100
5.8.4	Transparence des redevances	100
5.8.5	Jugement définitif	100
6.	Transposition de la Directive 2003/98/CE au niveau bruxellois par l'ordonnance du 6 mars 2008	102
6.1	Options politiques à la base de l'ordonnance	102

6.2	Champ d'application	103
6.2.1	Champ d'application personnel	103
6.2.2	Champ d'application matériel	104
6.2.3	Conclusion	108
6.3	Principes généraux en matière de réutilisation de documents administratifs	108
6.3.1	Autonomie dans le chef d'une autorité publique pour autoriser la réutilisation	108
6.3.2	Disposition spécifique concernant la réutilisation de données à caractère personnel	110
6.3.3	Non-discrimination et libre concurrence	112
6.4	Procédure de demande	113
6.4.1	Demande	113
6.4.2	Traitement de la demande	114
6.5	Conditions de réutilisation	115
6.5.1	Forme de la mise à disposition	115
6.5.2	Absence de délai dans lequel les documents administratifs demandés doivent être mis à disposition	116
6.5.3	Absence d'obligation de poursuivre la production de certains documents administratifs en vue de la réutilisation	116
6.5.4	Possibilité limitée d'exiger des redevances	116
6.6	Voies de recours et procédure de recours	117
6.6.1	Organe de recours	117
6.6.1	Procédure de recours	118
6.7	Abrogation de la disposition en matière d'utilisation et de diffusion à des fins commerciales de l'ordonnance relative à la publicité de l'administration	119
6.8	Conclusion	119
6.8.1	Un pas en arrière ?	119
6.8.2	Lourdeur administrative et absence de transparence	120
6.8.3	Manque de précision	120
6.8.4	Transparence des redevances	121
6.8.5	Jugement définitif	121
7.	Transposition de la Directive 2003/98/CE au niveau de la communauté et de la Région flamande	122

3. Relation entre la publicité de l'administration et la réutilisation des documents administratifs*

4. Réutilisation au niveau des institutions de l'Union européenne

1.	Options stratégiques à la base de la décision	1
2.	Champ d'application	2
2.1	Champ d'application personnel	3

2.2	Champ d'application matériel	3
2.2.1	Réutilisation	3
2.2.2	Objet de la réutilisation	3
3.	Principes généraux en matière de réutilisation de documents	6
3.1	Tous les documents de la Commission sont réutilisables	6
3.2	Mise à disposition via un portail de données	6
3.3	Restrictions une fois que la réutilisation a été autorisée	7
3.4	Interdiction de discrimination et droits d'exclusivité	8
3.4.1	Interdiction de discrimination	8
3.4.2	Droits d'exclusivité	8
3.4.3	Transparence	9
4.	Procédure de demande	10
4.1	La demande	10
4.2	Le traitement de la demande	10
5.	Conditions de réutilisation	12
5.1	Le format de la mise à disposition	12
5.2	La version linguistique du document	12
5.3	Pas d'obligation de poursuivre la production de documents	12
5.4	Possibilité limitée d'exiger des redevances	12
6.	Absence de procédure de recours administratif	14
7.	Réexamen	14

C. La (ré)utilisation des informations du secteur public à la lumière de la réglementation en matière de droit intellectuel

Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins	1
--	---

D. La (ré)utilisation des informations du secteur public à la lumière de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

1. La réutilisation des données à caractère personnel à la lumière de la législation en matière de réutilisation

1.	La réutilisation des données à caractère personnel à la lumière de la directive 2003/98/CE	1
2.	La réutilisation des données à caractère personnel à la lumière des réglementations belges réglant la réutilisation en exécution de la directive 2003/98/CE	2
2.1	Deux approches	2
2.2	Analyse et appréciation des arguments en faveur de la première approche	3

2.3	Les restrictions qui se rapportent à la vie privée et au traitement des données à caractère personnel sont différentes dans les diverses législations en matière de publicité	5
2.3.1	Une différence relative aux documents/informations à caractère personnel	6
2.3.2	Une différence relative au motif d'exception qui se rapporte explicitement à la protection de la vie privée ou au traitement de données à caractère personnel	7
2.3.3	Autres motifs d'exception protégeant des aspects de la vie privée ou certaines données à caractère personnel	10

2. La réutilisation à la lumière de la loi du 8 décembre 1992

1.	La réutilisation en tant que traitement ultérieur	1
2.	La réutilisation des données à caractère personnel à des fins historiques, statistiques ou scientifiques	2
2.1	L'approche à trois phases	2
2.2	Conditions pour le traitement de données à caractère personnel codées	3
2.3	Conditions pour le traitement de données à caractère personnel non codées	5

3. Conclusion

E. La (ré)utilisation des informations du secteur public à la lumière des règles de concurrence*

F. La (ré)utilisation des informations spécifiques

1. La réutilisation des informations de la Banque-Carrefour des Entreprises

1.	Retour en arrière	1
1.1	Les fondements juridiques d'un régime distinct	1
1.2	Un régime pour la réutilisation à des fins commerciales	2
1.3	Le régime de redevance	4
2.	Le régime actuel	4
2.1	Pourquoi un nouveau régime ?	4
2.2	Le fondement juridique d'un régime distinct	4
2.3	Le régime de la réutilisation de données publiques de la Banque-Carrefour des Entreprises	5
2.3.1	Généralités	5
2.3.2	La demande	8
2.3.3	Le traitement de la demande	9
2.3.4	La licence	9

2.3.5	La fourniture des données	10
2.3.6	Le régime de redevance	10
2.3.7	La fin de la licence	11

2. La (ré)utilisation des informations géographiques*

II. Législation

A. Directive 2003/98/CE et son application en droit belge

1. Législation européenne

Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public	1
---	---

Directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 modifiant la Directive 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public	15
---	----

Directive 2003/98/CE du 17 novembre 2003 du Parlement européen et du Conseil concernant la réutilisation des informations du secteur public comme modifiée par la directive 2013/37/EU (version coordonnée officielle)	31
--	----

Orientations sur les licences types recommandées, les ensembles de données et la tarification de la réutilisation des documents (2014/C 240/01)	41
---	----

2. Législation fédérale

Loi du 7 mars 2007 transposant la directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public	1
---	---

Arrêté royal du 29 octobre 2007 fixant la procédure et les délais de traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ainsi que la surveillance de l'obligation de mise à disposition des documents administratifs	9
---	---

Arrêté royal du 29 avril 2008 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs et de réutilisation des documents administratifs	13
--	----

Arrêté royal du 21 janvier 2009 portant nomination des membres de la Commission de l'accès aux documents administratifs et de réutilisation des documents administratifs 19

Règlement interne de la Commission d'accès et de réutilisation des documents administratifs, section réutilisation des documents administratifs 23

3. Législation de la Région wallonne

Décret du 14 décembre 2006 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public 1

Décret du 14 décembre 2006 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public et relatif à la publicité de l'administration dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française 9

Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 fixant la procédure et les délais de traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ainsi que la surveillance des obligations de mise à disposition des documents administratifs dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française 11

Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 fixant la procédure et les délais de traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ainsi que la surveillance des obligations de mise à disposition des documents administratifs 17

4. Législation de la Communauté française

Décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public 1

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2010 fixant la procédure et les délais de traitement des demandes de réutilisation d'informations du secteur public ainsi que la surveillance des obligations de mise à disposition des documents administratifs en application du décret du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public 9

5. Législation de la Communauté germanophone

Décret du 18 décembre 2006 concernant la réutilisation de documents du secteur public (traduction) 1

6. Législation de la Région Bruxelles-Capitale

Ordonnance du 6 mars 2008 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public 1

7. Législation flamande*

8. Réglementation au niveau des institutions de l'Union européenne

Décision de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (2011/833/UE) 1

B. La réglementation en matière de droit intellectuel

Loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins 1

C. La réglementation relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel 1

Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel 43

Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel 101

D. La réglementation relative à la concurrence et à l'organisation de marché*

E. La (ré)utilisation des informations spécifiques

1. (Ré)utilisation des informations de la Banque-Carrefour des entreprises

Arrêté royal du 18 juillet 2008 relatif à la réutilisation de données publiques de la Banque-Carrefour des Entreprises 1

Arrêté ministériel du 6 novembre 2008 fixant les montants de la redevance relative à la réutilisation de données publiques de la Banque-Carrefour des Entreprises 5

2. (Ré)utilisation des informations géographiques

Directive 2007/2/CE du Parlement Européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) 1

Règlement (CE) N° 1205/2008 de la Commission du 3 décembre 2008 portant modalités d'application de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les métadonnées (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) 2²⁷

Ordonnance relative du 28 octobre 2010 à l'information géographique en Région de Bruxelles-Capitale 2⁵⁷

Décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française 2⁸⁵

Décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne 3

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique 19

F. La réglementation au niveau des institutions de l'Union européenne

Décision de la Commission du 7 avril 2006 relative à la réutilisation des informations de la Commission (2006/291/CE, Euratom)

1

III. Avis

A. Avis du Conseil d'État relatifs à la loi vie privée et à l'arrêté royal d'exécution

Avis de la section législation du Conseil d'État du 20 avril 1999

1

Avis n° 30.495/2 de la section de législation du Conseil d'État du 8 novembre 2000

5

B. Avis du Groupe 29 relatifs à la réutilisation de l'information du secteur public et à la protection des données à caractère personnel

Avis n° 3/99 du 3 mai 1999

1

Avis n° 7/2003 du 12 décembre 2003

13

Avis n° 6/2013 du 5 juin 2013

29

C. Avis de la commission de la protection de la vie privée

1. Avis relatifs à la législation concernant la protection des données à caractère personnel

Avis n° 8/1999 du 8 mars 1999

1

Avis n° 25/1999 du 23 juillet 1999

25

Avis n° 05/2013 du 30 janvier 2013

37

2. Avis relatifs à la législation concernant la réutilisation des informations du secteur public

Avis n° 04 / 2006	1
Avis n° 19 / 2006 du 12 juillet 2006	9
Avis n° 11 / 2006 du 3 mai 2006	15
Avis n° 36 / 2006 du 6 septembre 2006	23

IV. Décisions juridictionnelles

Cour d'appel de Bruxelles, 19 novembre 2009, 2009/KR/104 – InfoBase Europe SA contre l'État belge	1
---	---

V. Décisions administratives

Décision n° 2013-1 sur l'absence de réponse de la SNCB concernant une demande de réutilisation (3 juin 2013)	1
--	---

VI. Annexes

Modèle de contrat de licence	1
Modèle de contrat de licence (SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et énergie) pour la réutilisation commerciale	5
Modèle de contrat de licence (SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et énergie) pour la réutilisation non commerciale	18 ¹

Formulaire de demande de réutilisation de l'ensemble des données publiques de la Banque-Carrefour des entreprises mises à disposition	18 ¹⁵
Catalogue des données réutilisables à des fins commerciales	19
Licence de réutilisation des informations publiques Bruxelles Ville numérique	39
Licence open data : conditions d'utilisation	43
Banque-carrefour des entreprises	47

Les parties indiquées d'un * ne font pas encore partie de cet ouvrage de base mais seront ajoutées ultérieurement lors des mises à jour.